

Zakia Khattabi

«Non, je ne suis pas rigide!»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Si l'appel du 19 juin lancé – un lundi midi – par le président du cdH Benoît Lutgen a eu un effet collatéral, c'est certainement de faire sortir de l'ombre la coprésidente d'Ecolo Zakia Khattabi.

Ainsi, l'Xelloise, en occupant le devant de la scène de la gouvernance durant un mois, s'est-elle fait connaître bien au-delà du marché (bobbo) de la place Flagey – avec tout le respect qu'on doit à ces chers bourgeois bohèmes. De Bastogne à Charleroi, demandez à Olivier Chastel ou à Benoît Lutgen, on sait désormais que son parti prône le décumul intégral et que la gouvernance, on ne plaisante pas avec cela. Et qu'au cours des dernières semaines, pas question, pour Ecolo, d'ouvrir une quelconque autre discussion.

Zakia Khattabi sort de l'ombre, donc. Et de ses gonds.

«J'espère bien ne pas avoir fait un tour de manège pour rien, j'espère ne pas avoir participé à un jeu de dupes», dit-elle, ce vendredi matin, assise devant son café. «Il y a eu une accumulation de scandales: Kazakhgate, Publifin, le Samusocial, l'ISPPC à Charleroi, et c'est sur base de toutes ces affaires que nous essayons de faire bouger les lignes en matière de gouvernance. Entre autres sur le décumul intégral. Parce qu'il y a une culture de gouvernance gangrenée par le conflit d'intérêts et qui permet la concentration des pouvoirs.» Le 19 juin dernier, le cdH annonce

ne plus vouloir des coalitions avec le Parti socialiste. «Lutgen nous projette dans un chaos et dans un avenir inconnu parce qu'il estime qu'il n'est plus possible, à cause des affaires, de continuer à gouverner avec le PS. J'ai d'abord trouvé qu'il se dédouanait à bon compte parce que, dans Publifin par exemple, le cdH est autant concerné que le Parti socialiste, donc franchement c'était déjà un peu lourd.»

«Le flou»

Les verts, dit Zakia Khattabi, veulent alors saisir la balle de la gouvernance au bond. «On a cru dans la volonté de monsieur Lutgen d'assainir le système et on a commencé la discussion pour réformer la gouvernance. Tous les présidents de parti étaient alors prêts à tout accepter, on allait voir ce qu'on allait voir, on allait réformer toute la gouvernance. Mais plus le temps passait plus l'enthousiasme diminuait. Les ambitions ont été revues à la baisse.» Elle dit: «J'ai accepté de me rendre aux réunions organisées par monsieur Lutgen et systématiquement, à chaque réunion, je rappelais le cadre

dans lequel on était et je rappelais ma feuille de route centrée sur la gouvernance. Mais le cdH a préféré installer une configuration de négociation floue sur ce qui se jouait et a cru qu'avec cette configuration il allait pouvoir nous acculer à poursuivre la discussion avec eux... Il tablait là-dessus. Personne ne peut nous reprocher une inconséquence sur notre ligne. Nous avons été clairs depuis le début.»

Mais pourquoi Benoît Lutgen tenait-il tant à mouiller les écologistes au-delà de la gouvernance? «Parce qu'il voulait renforcer sa majorité, franchement, regardez comme dans cet attelage MR/cdH, chaque député comptera, donc il pensait pouvoir compter sur les députés Ecolo, c'est de la pure mathématique. Son intérêt n'est pas de changer de système mais de casting. Lutgen n'assume même pas de sortir publiquement avec les quelques avancées obtenues en matière de gouvernance car cela fait partie d'un accord global. Ce n'était pas le deal que nous avions en début de discussion. Et il sera personnellement comptable des avancées ou des non-avancées en termes de gouvernance alors même qu'il nous a plongés dans un chaos institutionnel sur base de ces enjeux-là. Moi, dans une situation comme celle que monsieur Lutgen a vécue, j'aurais dit: je suis scandalisée de ce qui se déroule, mon parti quitte le gouvernement. Ici, il dit: 'je suis écoeuré, mais je reste'. Je veux rester au pouvoir. Après nous avoir imposé un divorce, monsieur Lutgen veut forcer un mariage.»

Les «oui, mais» du cdH

L'Ecolo est moins amère vis-à-vis du libéral Chastel. Beaucoup moins amère. «L'attitude de Lutgen tranche avec celle d'Olivier Chastel. Le président du MR est très clair, il a dit d'emblée: 'Voici ma position sur le décumul intégral, c'est OK pour les villes de plus de 50.000 habitants, il y en a neuf en Wallonie, point à la ligne'. Avec Lutgen, à chaque réunion, c'est une position différente et même parfois pendant la même réunion, il change trois fois d'avis. Avec le cdH, il y a toujours un 'mais' derrière chaque affirmation.»

L'arithmétique politique est telle que cdH et MR disposent d'une courte majorité en Wallonie, où l'installation d'une coalition en binôme orange-bleue devrait être relativement rapide. «Et Bruxelles?», s'étrangle Khattabi. Tout va très bien, madame la marquise? «Je vois monsieur Lutgen s'occuper uniquement des affaires wallonnes avec le MR mais tout reste en place à Bruxelles. C'est d'une incohérence totale. D'une impréparation, d'une irresponsabilité sans nom. Il me semble que le scandale du Samusocial, c'est bien à Bruxelles que

cela s'est produit.» Elle poursuit: «Je pense que monsieur Lutgen ne comprend simplement pas Bruxelles, qu'il n'a eu dans son viseur que la Wallonie, qu'une vision électorale wallonne guidée par des sondages très mauvais. Et que le PS allait l'entraîner dans sa chute, donc il a essayé d'enrayer cela comme il pouvait.»

Ces Ecolos-là prendront-ils un jour leurs responsabilités? Traumatés par des expériences de gouvernement, depuis l'opposition, ça canarde tous azimuts sur la gouvernance, mais pas un mot sur l'environnement, la mobilité apocalyptique ou la biodiversité qui se réduit – n'est-ce pas là aussi leur core business? «Allez, c'est un mauvais procès qu'on essaye de nous faire. Je vous donne un exemple: on a conquis de haute lutte au Parlement wallon un décumul, il n'y avait plus que 25% de députés cumulards. Mais dès qu'on a eu le dos tourné, les partis traditionnels se sont empressés de remettre cela en cause. Donc venir nous dire – comme je l'entends aujourd'hui – qu'on n'oserait pas monter dans des gouvernements, ça va bien. Simplement, aujourd'hui, on ne nous aura plus. On sait que si on n'a pas des accords bétonnés avant toute chose, on ne discute pas du reste. Moi, je n'ai aucune garantie que ces partis vont assainir le système, donc je ne vais pas discuter avec eux de coalition. J'ai la conviction que les politiques que nous voulons mettre en place, comme la transition énergétique, ne peuvent se faire que sur un système politique et une démocratie assainie et renforcée. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.»

- Vous êtes rigide, Madame Khattabi.

- «C'est faux! Je ne suis pas rigide! Personne ne peut quand même nous reprocher d'essayer d'assainir le système.»

«Écoeurés»

Et on remet un euro dans le juke-box de la gouvernance et du décumul. «On essaye de minimiser l'enjeu de la gouvernance dans la séquence qu'on vit actuellement, mais les citoyens sont écoeurés par ce qu'on vit. Ils veulent des garanties que leurs élus ne s'enrichiront plus sur le dos de l'intérêt public. Le Samusocial, ce n'est rien d'autre que cela. Pareil quand Armand De Decker empoche 700.000 euros pour défendre les intérêts d'un pays étranger comme avocat.»

Elle souffle.

Elle boit une gorgée de café (serré). «Si mes députés étaient cumulards, les affaires du Samusocial, du Kazakhgate et de Publifin ne seraient jamais sorties. Parce que ça demande un travail de fourmi de débusquer ces scandales, un travail avec les associations, de rencontres sur le terrain, les gens qui viennent nous parler parce qu'ils dénoncent des choses. Ce n'est pas

sur un mi-temps ou un quart-temps qu'on arrive à faire un travail de qualité», dit-elle encore.

Ne poussez pas, y en aura pour tout le monde.

Le Parti socialiste, par exemple. «Mais comment peut-on dire qu'on est trop dur avec le PS? Mais avez-vous bien perçu ce qui s'est déroulé sous nos yeux encore cette semaine? On a appris qu'un de mes députés (Alain Maron, NDLR) était quasiment mis sous enquête, on scrute ses opinions, on essaye de voir ce que pense et ce que fait sa famille! Mais on est loin! C'est terrible. Alors, dire qu'on est rigide parce qu'on refuse de discuter d'autre chose que de la

gouvernance, c'est dingue. Nous, nous n'oublions pas. On n'oublie pas Publifin, on n'oublie rien.» Et puis, dans 18 mois, on vote. «Dans la foulée, Ecolo pourra alors porter son projet de transition énergétique, d'un avenir meilleur pour les générations futures. On ne va pas mentir aux gens: qui peut penser honnêtement qu'en 18 mois, on peut faire quelque chose d'ambitieux? Le calendrier ne le permet plus: il reste maximum une année de gouvernance, donc claironner qu'on va changer radicalement la donne, en un an, ce n'est pas vrai.»

Elle reprend: «Et si on fait comme si de rien n'était, ce sont les extrêmes qui vont en tirer pro-

fit aux prochaines élections. Ceux qui ont la virginité du pouvoir. Ecolo a participé au pouvoir – le PTB pas, quoi que je fasse et malgré tous les progrès de la médecine, la virginité d'Ecolo est perdue et on ne la retrouvera pas.»

**«Après nous
avoir
imposé un
divorce,
Lutgen veut
forcer un
mariage.»**